Formation, contrôle du personnel et culture

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

PSN02 impose à l'établissement de vérifier l'intégrité de ses collaborateurs avant leur embauche et de les former à la LBC/FT dès leur arrivée, puis à intervalles réguliers, avec un contenu adapté à leurs fonctions.[1] Dans une entreprise DPT, la formation doit couvrir la dimension on-chain. Les collaborateurs doivent apprendre à lire un rapport d'analyse de la blockchain, à reconnaître les typologies d'escroquerie qui parviennent jusqu'au front office, à comprendre le fonctionnement de la travel rule et ce que signifie l'interdiction d'informer (tipping-off) dans un service client assuré par messagerie instantanée. Les inspecteurs de la MAS interrogent le personnel en contact avec la clientèle et vérifient ses connaissances. Un agent du support incapable d'expliquer pourquoi un retrait a été bloqué révèle à l'inspecteur une lacune de formation. Celui qui dit au client « la conformité vous a signalé » révèle en une seule phrase un risque de tipping-off.

La culture est plus difficile à inspecter, mais la MAS s'y emploie. Les lignes directrices sur la responsabilité individuelle (Individual Accountability) et la pratique de sanction montrent où porte son regard. Elle se demande si la conformité a été désavouée par les métiers, si les rémunérations ont récompensé le volume sans égard au risque et si le personnel pouvait faire part de ses préoccupations. Dans une

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

start-up DPT dont les fondateurs voient dans la conformité un simple coût lié à la licence, le responsable de la conformité ne parviendra pas à tenir bon, et le dossier le montrera. D'après mon expérience, les fondateurs qui réussissent le mieux auprès de la MAS sont ceux qui ont admis que la fonction de conformité fait partie du produit. Les relations bancaires de l'établissement, ses clients institutionnels et sa licence en dépendent.

Note pratique

Vous pouvez organiser la fonction de conformité d'un titulaire de licence DPT singapourien de manière à satisfaire la MAS à l'échelle d'une entreprise de trente personnes. Nommez un responsable de la conformité résidant à Singapour, compétent en analyse de la blockchain, qui rend compte au conseil d'administration et dispose d'un droit documenté de bloquer des transactions. Adjoignez-lui une équipe d'au moins deux analystes chargés de la surveillance et du filtrage, dont l'effectif suit le volume des transactions selon un ratio documenté. Confiez chaque année l'audit indépendant à un réviseur externe, avec un mandat qui teste les dossiers de bout en bout. Tenez chaque trimestre un comité de conformité en présence du conseil d'administration et consignez au procès-verbal la discussion sur l'évaluation des risques, les statistiques de STR, les constats d'audit et les évolutions réglementaires. Limitez le corpus de politiques à un document central de programme LBC/FT, assorti d'annexes pour chaque thème de PSN02. Faites renvoyer chaque annexe au paragraphe de la notice qu'elle met en œuvre. Un établissement ainsi organisé peut répondre à chaque question d'un inspecteur le jour même où elle est posée.

Notes

1. MAS Notice PSN02, para. 16, sur le recrutement et la formation des collaborateurs. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com